

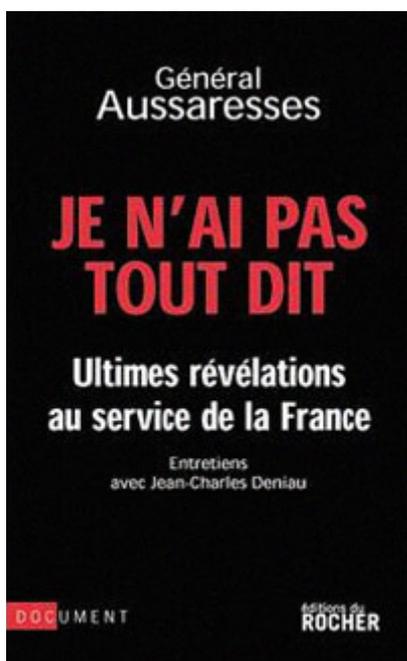
Cartouches (22)

Ballast

26 juin 2017

Lire les salauds, aux racines de l'écologie politique, le pari de l'Histoire, creuser un écart, narguer l'époque, dire adieu à sa chienne, organiser l'autonomie au Mexique, le communisme inca, l'auto-organisation en Kabylie, Macron ou le gouvernement des bourgeois de droite et de gauche : nos chroniques du mois de juin 2017.

≡ *Je n'ai pas tout dit*, de Paul Aussaresses



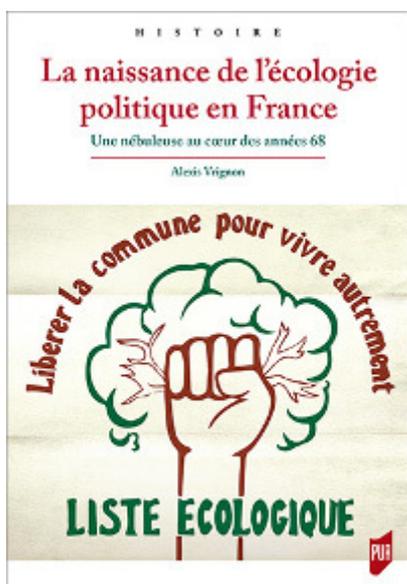
Il faut lire les salauds. On apprend autant d'eux, sinon plus, que des nôtres. Le général Aussaresses, disparu en 2013, est l'une des figures les plus illustres de la guerre d'Algérie, côté français. Sa funeste franchise a mis au jour l'hypocrisie des puissants — le militaire, cofondateur du 11^e bataillon parachutiste de choc, fut déchu de sa Légion d'honneur après avoir avoué, dans l'édifiant *Services spéciaux*, qu'il avait obéi à l'État, celui-là même qui l'avait médaillé, c'est-à-dire qu'il avait torturé, tué et foulé aux pieds les lois les plus élémentaires de tout système institutionnel prétendument fondé sur le droit. La carrière d'Aussaresses ne fut d'ailleurs que cela, obéissance, jusqu'à la parution de trois ouvrages, sa vie finissant, comme autant de sacs qu'il vida. « *Il y a une continuité* » entre ses activités dans la Résistance contre l'occupant allemand et son action

dans les forces de répression coloniales, confia le général dans ces pages. Si tout esprit décent sait qu'il n'en est rien — les indépendantistes d'Indochine ou d'Algérie exigeaient, *au contraire*, ce que les Français voulaient pour eux-mêmes quelques années auparavant —, Aussaresses, lui, n'en douta jamais : il servit « la France » en servant son

État, croyant que l'une est l'autre. Sans conditions. Et sans regrets aucuns. Les exécutions ciblées d'opposants politiques (« *une balle dans la tête en sortant de chez [eux] ou en se rendant à un rendez-vous* »), de Gaulle ne goûtant pas la torture mais « *laiss[ant] faire* », l'empoisonnement du leader anticolonialiste camerounais Félix Moumié (« *Le Service a utilisé l'un d'entre nous pour l'assassiner* »), la formation d'officiers nord-américains en pleine guerre froide (« *Je leur apprenais ce que j'avais vu et fait* »), la formation des futurs cadres des dictatures latino-américaines (« *Je n'étais pas un mercenaire, mais un officier supérieur français en mission officielle* »), la vente d'armes au régime d'apartheid sud-africain (« *toutes sortes d'armes* »), la commission versée sous le pouvoir Giscard d'Estaing au nazi en exil Klaus Barbie (« *mais ça, ce n'est pas bien* »), le *business* des armes sous Mitterrand (« *mon travail n'a pas changé d'un iota* ») : c'est une vie bien remplie que le natif de Saint-Paul-Cap-de-Joux conte ici. Quand l'ennemi se livre, il faut le lire, oui, pour mieux s'armer — contre la machine, par-delà ses menus rouages. Et en conclure : leur « démocratie » a bien sale gueule. [E.C.]

Éditions du Rocher, 2008

≡ La Naissance de l'écologie politique en France — Une nébuleuse au cœur des années 68, d'Alexis Vrignon



D'où vient l'écologie politique ? Partant des premiers mouvements créés dans les années 1960, Vrignon montre comment se structure cette « nébuleuse » où se côtoient et circulent libertaires, autogestionnaires, naturalistes « apolitiques », transfuges de l'extrême-gauche, ou encore centristes libéraux. C'est dire que la construction d'un écologisme uni relevait et relève toujours de la gageure : désaccords idéologiques (la nature est-elle un espace vierge à préserver ou un espace socialisé à ménager ?), mais surtout désaccords stratégiques : faut-il se lancer dans la compétition électorale et créer un parti ? se focaliser sur les questions environnementales ou proposer une alternative politique totale ? proposer une écologie politique indépendante ou s'allier avec d'autres

mouvements ? S'écartant d'une histoire hors-sol présentant les grands penseurs de l'écologie politique, l'auteur dissèque avec finesse la circulation variable et différenciée des écrits fondateurs, les dynamiques locales de mobilisation, le rôle de certains « entrepreneurs politiques » et le bricolage constant et instable des coalitions électorales

qui se structurent dans les années 1970. Ainsi, on apprend que la création des [Verts](#), résultat de la fusion de la Confédération écologiste et du Mouvement d'écologie politique en 1984, est d'une certaine façon rendue possible par le « recentrage associatif » des [Amis de la Terre](#), organisation jusque là incontournable dans le milieu écologiste français. Car un des produits les plus importants de cette histoire est la division stricte du travail entre les Verts et les associations de protection de l'environnement, les premiers portant la question écologique dans le jeu électoral tandis que les seconds se concentrent sur une approche experte et dépolitisée des questions environnementales. En 2017, le lecteur ne peut que se poser la question suivante : vu la déliquescence actuelle du parti écologiste, qui pour porter une vision politique de l'écologie ? [M.H.]

Presses Universitaires de Rennes, 2017

≡ [HHhH](#), de Laurent Binet

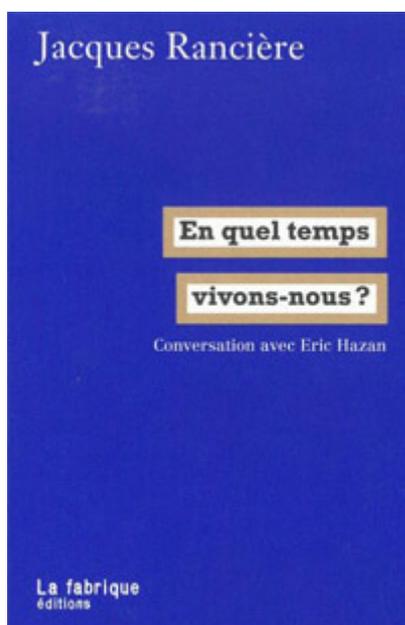


« HHhH », ce sont les initiales de *Himmlers Hirn heißt Heydrich* : le cerveau d'Himmler s'appelle Heydrich. L'écrivain Laurent Binet relate l'[opération Anthropoid](#), qui avait pour objectif l'assassinat de [Reinhard Heydrich](#) — celui qu'Hitler lui-même nommait « *l'homme au cœur de fer* » : une pièce maîtresse dans l'organisation de la Shoah et le contrôle des groupes d'intervention, les [Einsatzgruppen](#). La ligne de crête tenue par l'auteur s'avère audacieuse ; il prend le pari d'une narration historique romancée, racontant cette histoire sans trahir l'Histoire, en somme. Heydrich commence par

s'engager dans la Marine allemande, dont il est exclu quelques années plus tard — c'est à ce moment qu'il entre au Parti nazi, au sein duquel il effectuera son ascension fulgurante, jusqu'à devenir chef de la Gestapo et des services secrets allemands. En septembre 1941, Himmler le nomme protecteur de la Bohême-Moravie, qui devient alors le premier État SS. Heydrich règne en appliquant une véritable terreur : arrestation et suppression des opposants, persécution et organisation du massacre des Juifs — ce qui lui vaudra le surnom de « boucher de Prague ». À Londres, le chef du gouvernement tchécoslovaque en exil, Edvard Beneš, souhaite une opération spectaculaire contre les nazis, quelque chose qui réveillerait la résistance et le patriotisme tchèque ! De là lui vient l'idée d'assassiner Heydrich, tant cet événement aurait une résonance internationale... Jozef Gabčík (un Slovaque) et Jan Kubiš (un Tchèque) sont largués en parachute fin décembre 1941 sur le territoire tchécoslovaque afin de mener cette mission suicide. L'auteur ponctue le roman par le récit de ses recherches historiques, des doutes qui le travaillent, de sa quête parfois obsessionnelle de détails — en admettant qu'ils ne peuvent toujours être parfaitement exacts... Le lecteur se fait happer. Et le livre de rendre hommage à ces héros trop peu connus qui participèrent de près ou de loin à cette incroyable opération. [M.B.]

Le Livre de Poche, 2011

≡ *En quel temps vivons-nous ?*, de Jacques Rancière

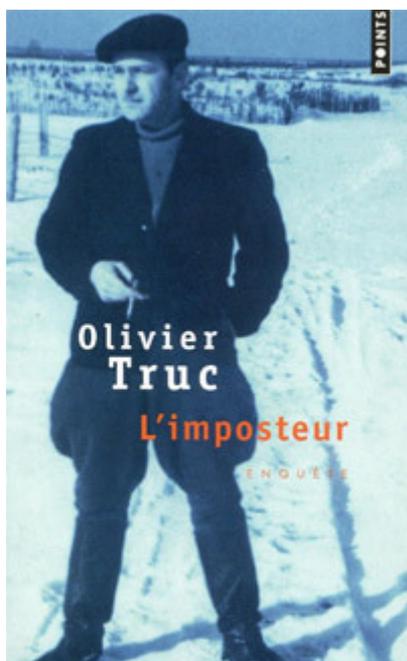


Un concentré, une quintessence ; c'est ainsi que l'on pourrait résumer ce petit ouvrage (70 pages et des poussières, format poche) paru il y a peu aux éditions La Fabrique — ouvrage qui n'eût pas dû naître, nous apprend l'éditeur [Éric Hazan](#) en prologue, puisque le philosophe n'en voyait guère la nécessité. Le premier parvint toutefois à convaincre le second du bien-fondé de l'entreprise : examiner le temps présent, saisir l'époque au col. Loi Travail, Nuit Debout, élections présidentielles, Grèce ou succès du Comité invisible dans les rangs de la jeunesse en tête des cortèges : Rancière répond, étale, ramasse et aiguise jusqu'à l'os quelques décennies d'analyses et d'écriture. La démocratie ? Elle n'est nullement un régime mais « *la condition égalitaire, la condition anarchique de l'existence même* », elle est « *le pouvoir de ceux qui ne sont pas qualifiés pour exercer le pouvoir* » — la démocratie ne

trouve pas sa forme dans le système représentatif mais bien plutôt dans le tirage au sort. Les urnes ? Mieux vaudrait se fixer pour objectif de « *vivre sans gouvernement* ». Prendre le pouvoir ? Plus personne ne sait ce que cela signifie aujourd'hui. L'ancien élève d'Althusser se plaît à tancer, quoique sans emphase ni rage jamais, le marxisme à ses yeux édenté et obsolète : non, le système ne porte pas en lui sa propre dissolution ; non, la domination n'est pas réductible à quelque centre tout-puissant (elle est combinaisons, forces hétéroclites, agencements multiples que l'on ne peut réduire au seul fait économique, à l'unique face-à-face). Si l'on sent l'éditeur — car il s'agit là d'un entretien-fleuve — enthousiaste, tout à son intuition que ce temps charrie de l'inédit, Rancière n'a de cesse de réduire la voilure, d'appeler à l'incertain, au doute, à la mesure d'un monde dont les clés ne sauraient être enfin trouvées. L'émancipation se bâtit alors dans le présent : il s'agit de « *creuser un écart* » ; d'« *intensifier l'expérience d'une autre manière d'être* », de faire sécession, bref, d'élaborer un monde dans le monde — des oasis à lier et relier dans les plis et replis du capitalisme, qui n'est désormais rien d'autre que « *l'air que nous respirons et la toile qui nous relie* ». Jacques Rancière enfonce le clou qu'il lustre de livre en livre : c'est au lecteur, finalement, de savoir ce qu'il a à savoir. [L.T.]

La Fabrique, 2017

≡ *L'Imposteur*, d'Olivier Truc

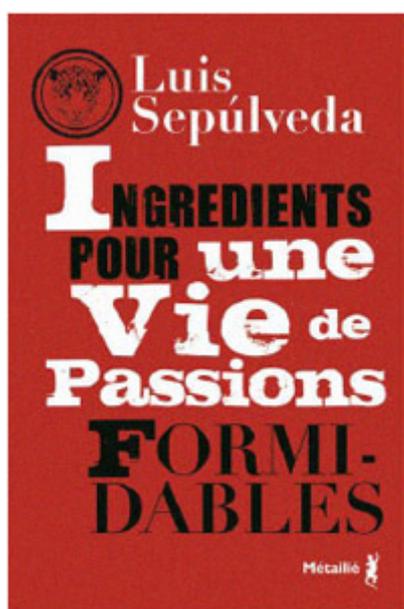


Il est des journalistes qui sauvent leur profession du déshonneur. Ceux-ci voient loin et prennent le temps pour autre chose que son adage anglais, se moquent des gros titres et des petites phrases, préfèrent les plaines aux plateaux où parader. Olivier Truc signait là son premier ouvrage. Le récit d'un prénommé Richard, un « *cas hors du commun* », rencontré à la fin des années 1990 ; il vit en Estonie et jure être ce que la France ne parvient pas à prouver : français. Ancien soldat de la Seconde Guerre mondiale, prisonnier évadé en Lituanie, résistant aux côtés des Polonais puis déporté au goulag — voilà pour les grandes lignes. Il existe des cassettes, bien des détails et bientôt autant de doutes. L'auteur s'attache, sans doute assez, en tout cas, pour se dire puis écrire qu'il « *faut sauver Richard de l'oubli* ». Pour ce faire : lui obtenir un passeport français.

Richard — désormais aveugle — se confie, plaisante, s'irrite et dit sa peine, raconte qu'il a tué plus de soixante-quatre personnes et aimé les femmes d'un même élan, admet qu'il eut un fils qu'il ne revit jamais (« *la vie passe, et c'est fini* ») et répète avoir commis plus de péchés qu'il n'en faut pour le fervent catholique qu'il est. « *De quel métal inoxydable est-il trempé pour avoir défié le destin et nargué l'époque la plus cruelle qui soit ?* », se demande l'enquêteur. L'URSS l'avait envoyé dans ses camps pour sa participation, avérée, à l'*Armia Krajowa*, l'AK, l'organisation armée luttant de concert contre le nazisme et la mainmise russe. Mais qu'en fut-il de sa présence dans l'armée française ? Pourquoi n'existe-t-il aucune trace de lui dans son pays supposément natal ? Pour quelles raisons se montre-t-il si vague dès lors qu'il est question d'évoquer cette période ? Richard n'en démord pas : l'État a perdu ses papiers, voilà tout, il n'est pas juif, ça non, il est bel et bien né à Paris. « *Je ne suis plus vraiment témoin. Un peu acteur. Sûrement pas juge* », écrit l'auteur, qui multiplie les rencontres, les lectures et les voyages à la recherche d'indices, de confirmations ou de rapports jadis classés secrets. Le titre du livre s'en va se justifier, pas à pas, et l'on tourne les pages, dépouillées et pudiques, la curiosité s'accroissant entre les notes du KGB et les aveux d'anciens amis. L'ouvrage s'achève par un point d'interrogation — Richard Douchenique-Blostin le voulut ainsi. [E.C.]

Éditions Calmann-Lévy, 2006 / Points, 2015

≡ *Ingrédients pour une vie de passions formidables, de Luis Sepúlveda*

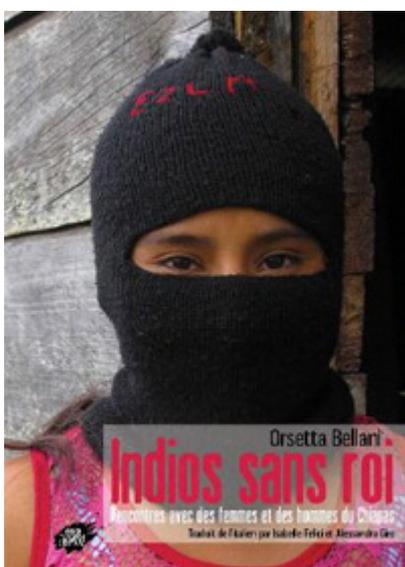


Aimer la poésie de l'ordinaire, estimer la littérature au regard du « *poids éthique* » qu'elle traîne, maintenir alerte la mémoire fracassée du Chili, savoir pourquoi l'on écrit et puis l'écrire, s'accrocher aux trois lettres du mot « Sud », se rappeler des yeux de Gloria, railler le *show* littéraire ou s'en aller dépoussiérer le beau mot de « camarade » : autant d'esquisses que Luis Sepúlveda trace dans *Escrituras en tiempos de crisis*, paru en 2012 et, deux ans plus tard, en français, sous le titre que l'on peut voir ici. L'ancien opposant à Pinochet — deux ans de prison, puis l'exil — n'a pas rendu les armes que les putschistes avaient prises pour faire tomber Allende : tant qu'1 % de l'humanité s'appropriera 99 % des richesses mondiales, il faudra faire des livres. Le romancier se fend même d'un décalogue qui, à

défaut « *d'alternative claire, visible, réalisable à court terme* », maintient l'horizon révolutionnaire : la démocratie souffre d'être réduite à sa seule expression électorale ; « *nous devons exercer un contrôle permanent sur le pouvoir* ». On croise Neruda, bien sûr, le poète dont la mort reste un mystère en plus d'une blessure ; on maudit, tout autant, les « *grands satrapes* » qui jurent nous représenter pour mieux en rire sous cape ; on s'attache à Laïka, la chienne déjà disparue, quelques lignes pour un adieu, « *la gardienne qui, à chacun de mes départs pour des voyages à travers le monde, m'a accompagné jusqu'à la porte en me disant sans parler* » qu'il pouvait partir d'un pas sûr. L'auteur du beau carnet de route *Dernières nouvelles du Sud* livre là des textes brefs, pas même des nouvelles ni des articles, seulement des pensées sans consignes et des souvenirs en vrac, assez pour se rappeler qu'il est, en effet, « *merveilleux d'être pour* » quand tout n'est, chaque jour et sur chaque continent, qu'une lutte, brutale ou silencieuse, *contre* ce qui nous empiète, nous rabote, nous contraint et nous malmène — ce qui empêche « *l'homme d'être heureux* », voilà contre quoi, inlassablement, charger ses mots. [M.L.]

Éditions Métailié, 2014

≡ *Indios sans roi — Rencontres avec des femmes et des hommes du Chiapas, d'Orsetta Bellani*



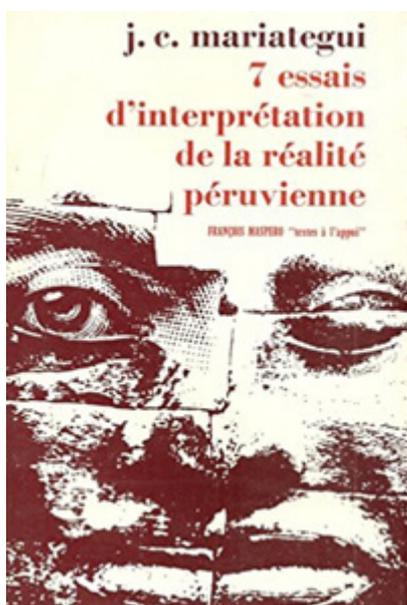
« *Veillez excuser le dérangement, ceci est une révolution* », lança au premier jour de l'année 1994 un homme encagoulé à un guide accompagnant quelques touristes. Le mouvement zapatiste était lancé et le monde allait découvrir cette armée de femmes et d'hommes masqués, représentés par un certain sous-commandant Marcos — disparu en 2014 afin de devenir Galeano —, en lutte pour la dignité des populations indigènes du Mexique et contre ce qu'il nommait « *la Quatrième Guerre mondiale* » : le néolibéralisme. Dans les gravats du « *modèle* » soviétique et des schémas marxistes-léninistes et face aux phares de la dérégulation triomphante, les zapatistes dégageaient soudain l'horizon contestataire — non plus les cadres rigides du

socialisme scientifique mais un combat qui s'aiguise en chemin ; non plus l'État à conquérir mais l'autonomie, par la base, à construire sans toucher au pouvoir central ; non plus l'avant-garde des insurgés professionnels mais *la gente común*, le tout un

chacun qui relève la tête ; non plus la seule opposition entre la bourgeoisie et le prolétariat mais l'interconnexion des résistances (au racisme, au sexisme, à l'imaginaire colonial, à l'homophobie) et une ligne de fracture, irréconciliable, affirmée entre *l'en haut* et *l'en bas*. Deux décennies plus tard, la journaliste italienne Orsetta Bellani séjourna au Chiapas et livra cet ouvrage, à mi-chemin entre l'essai et le carnet de route, traduit et publié en mai 2017 par les éditions lyonnaises Atelier de création libertaire. Un reportage à la première personne du singulier, une immersion dans ce qui, les coups d'éclats passés et les caméras parties, donne corps et sens à tout processus, sinon révolutionnaire, émancipateur : le quotidien. Gestion des opposants zapatistes au sein des communautés, fonctionnement des mandats (pas de rétribution, rotation, révocation possible), rapports avec les paramilitaires et le *mauvais gouvernement*, poids des traditions machistes en dépit du féminisme revendiqué, rigueur de l'organisation *communaliste* (alcool interdit, taxe à payer en cas de départ pour la ville ou l'étranger et obligation de retour sous cinq ans)... Si Marcos/Galeano n'eut de cesse de répéter que le zapatisme n'est pas un modèle à exporter, clé en main, l'auteure estime toutefois qu'il nous aide à penser un « *nouveau monde post-capitaliste* ». [M.L.]

Éditions Atelier de création libertaire, 2014

≡ 7 essais d'interprétation de la réalité péruvienne, de José Carlos Mariátegui



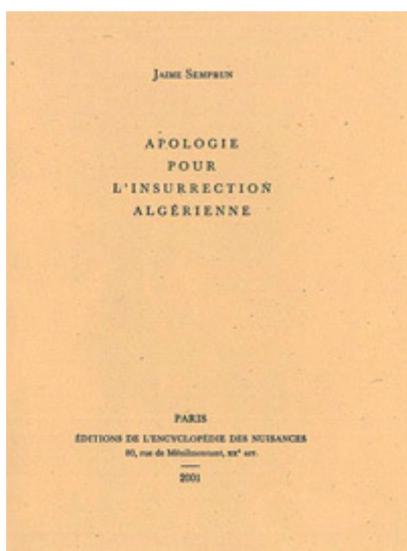
En 1928 paraît à Lima le second livre de José Carlos Mariátegui, les *7 Essais d'interprétation de la réalité péruvienne*. Cet ouvrage, et son auteur, entrent alors de plain-pied dans l'histoire tumultueuse du marxisme en répondant à un défi majeur : penser la réalité d'un pays périphérique du système-monde capitaliste en utilisant les catégories de Marx. L'enjeu est de construire un cadre conceptuel et théorique qui permet d'accoucher d'une stratégie révolutionnaire. Pour cela, il s'agit de produire un diagnostic sur lequel fonder un programme et un mode d'organisation qui allie les attentes du prolétariat industriel ultra-minoritaire et des immenses masses indiennes rurales. Les textes qui composent cet ouvrage sont autant de ruptures avec

la vision idéaliste dominante sur la terre, « l'Indien », la religion, la littérature, l'éducation ou encore l'organisation territoriale. Se réclamant du **matérialisme dialectique**, Mariátegui remet sur pieds les analyses moralistes de la bourgeoisie créole (les Blancs

descendants des colons espagnols) et compose avec les données du Pérou des années 1920. S'inspirant de Lénine, mais aussi de [Georges Sorel](#), de [Bergson](#) ou de l'anarchiste González Prada, Mariátegui s'efforce de produire un socialisme indigène, « indo-américain », au cœur duquel le passé collectiviste inca et la théorie socialiste moderne se rencontrent pour communier dans le « mythe » de la révolution sociale. Le « communisme inca » qu'il prône est à la fois survivance d'un passé lointain et potentialité, témoignage de la résistance séculaire des populations indiennes et possibilité d'une organisation sociale émancipatrice. Revendiqué aujourd'hui par presque toutes les tendances de la gauche péruvienne, Mariátegui n'en reste pas moins un auteur d'une surprenante vivacité. Il nous somme en quelque sorte de ne pas nous accommoder de vieilles recettes, et de toujours penser à partir de la réalité, avec pour horizon un socialisme qui « *ne soit ni calque ni copie, mais création héroïque* ». [J.G.]

Éditions François Maspero, 1968

≡ [Apologie pour l'insurrection algérienne](#), de Jaime Semprun



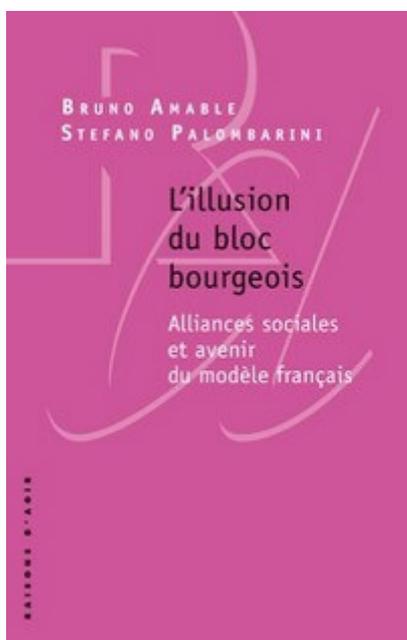
Le soulèvement actuel du Rif, au Maroc, invoque les images de [celui de 2001](#) en Algérie. À cette période, l'écrivain et éditeur Jaime Semprun remarque le silence qui entoure ce qu'il nomme sciemment « *l'insurrection algérienne* » — et non pas seulement *kabyle*. Nombreux sont en effet ceux qui cherchent à cantonner ce soulèvement à la Kabylie, à en faire une colère avant tout identitaire, berbériste et séparatiste. L'auteur ne se contente pas de faire la chronologie des événements ; il *défend* les insurgés, contre leurs détracteurs, contre le silence. Le 18 avril 2001, Massinissa Guermah, 18 ans, est tué dans les locaux de la gendarmerie d'une commune de Tizi-Ouzou. Des émeutes éclatent dans plusieurs villes de

Kabylie, et dans d'autres régions du pays. « *Oulach smah, oulach !* » (« *Pas de pardon, jamais !* ») Les insurgés « *nettoient le terrain de toutes les "expressions matérielles de l'État"* » ; ils détruisent et brûlent gendarmeries, tribunaux, locaux de sociétés publiques, sièges de partis. « *Vous ne pouvez pas nous tuer, nous sommes déjà morts !* » En Kabylie, le mouvement s'auto-organise en comités de villages et rejette toute ingérence des partis et des syndicats. Les institutions villageoises traditionnelles, les *âarouch*, constituent alors un socle dont l'histoire est racontée par l'auteur français. La présence centrale de cet élément « du passé » dans le mouvement donne l'occasion aux «

progressistes » de le qualifier d'archaïque. Pourtant, « *de mémoire d'étatiste* », ces assemblées n'ont jamais disparu ; « *ce sont plutôt elles qui ont vu passer et s'anéantir plusieurs formes de domination étatique* ». Une plateforme de revendications sociopolitiques est rédigée et, le 14 juin, des centaines de milliers de manifestants marchent vers la capitale. Ils sont bloqués à l'entrée d'Alger puis violemment réprimés. S'il défend le mouvement des *âarouch*, Semprun a conscience de ses limites, autant que des tentatives de récupération et d'affaiblissement par le pouvoir. Son propos témoigne d'une fine connaissance du contexte algérien, de l'histoire coloniale et post-indépendante dans laquelle il puise pour tenter de comprendre le présent. Publié en septembre 2001, ce texte diffère des analyses sociologiques et économiques du « Printemps noir » (plus de 120 morts) écrites plus tardivement, en s'inscrivant dans le contexte du soulèvement. D'une grande force politique, cette *apologie pour l'insurrection* est une ressource précieuse au regard du passé, des soulèvements présents ou à venir. [A.H.]

Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2001

≡ **L'illusion du bloc bourgeois — Alliances sociales et avenir du modèle français**, de Bruno Amable et Stefano Palombarini



Les sondages sur l'électorat d'Emmanuel Macron et la sociologie de ses candidats aux législatives sont formels : la République en marche est le parti des classes supérieures.



Ce mouvement a fait sauter la digue entre les bourgeoisies des deux rives. Si « *toute stratégie politique sélectionne parmi des intérêts sociaux* », alors Macron parachève le projet des modernisateurs du Parti socialiste : « *une alliance autour de l'intégration européenne, les réformes néolibérales et des tentatives plus ou moins sincères de défendre certaines parties du modèle social français : c'est le bloc bourgeois.* » Les auteurs, économistes de formation, décrivent une crise politique larvée depuis une trentaine d'années. Aucun bloc social — comprendre une alliance de groupes sociaux (ouvriers, employés, indépendants, cadres du privé, agriculteurs, retraités, etc.) se retrouvant dans une offre politique nationale — n'est réellement dominant. Le bloc de droite paye son hétérogénéité sociale : les réformes néolibérales sur le marché du travail représentent une demande forte des indépendants, chefs d'entreprise et cadres supérieurs, mais sont contestés par les salariés et professions intermédiaires du privé. Le bloc de gauche éclate sur la question européenne entre ses composantes populaires (ouvriers et employés peu qualifiés du secteur public et privé) et favorisées (cadres de la fonction publique, professions intellectuelles). Résultat, la gauche et la droite de gouvernement ont tiré une croix sur les classes populaires : le Parti socialiste suit les recommandations du *think tank Terra Nova* (une nouvelle alliance « progressiste » avec les minorités religieuses et ethniques, les femmes, les jeunes et les diplômés) quand Les Républicains articulent leurs demandes sur un registre exclusivement sécuritaire. La stratégie du bloc bourgeois afin de se passer du soutien de classes populaires n'a pas de viabilité politique : un groupe socialement minoritaire (les classes supérieures) ne peut faire illusion que sur fond d'abstention massive et d'éparpillement des votes contestataires (entre le Front national et la France insoumise). Mais former un bloc social concurrent — que les auteurs nomment « bloc souverainiste » — se heurte aux contradictions des classes populaires entre petits indépendants, agriculteurs, ouvriers, employés du privé et du public. [A.G.]

Raisons d'agir, 2017

Photographie de couverture : femmes zapatistes, par Elizabeth Ruiz
